

Rapport d'Orientation Budgétaire 2020

Centre Communal d'Action Sociale
de Baillargues



SOMMAIRE

I – CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL

a – Niveau départemental

b - Niveau local

II – L'AIDE SOCIALE

a - Le RSA, minima social jauge de la précarité sur la commune

b - L'aide sociale légale

c - L'aide sociale facultative

III - LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DU CCAS EN 2020

a - Les informations relatives à la structure des effectifs

b - Le budget principal du CCAS

c - Le budget relatif à l'EHPAD

IV - LES ORIENTATIONS POLITIQUES SUR LE NOUVEAU MANDAT

INTRODUCTION

Le CCAS est présidé de plein droit par le maire de la commune. Son conseil d'administration est constitué paritairement d'élus locaux désignés par le conseil municipal et de personnes qualifiées dans le secteur de l'action sociale, nommées par le maire.

Le CCAS est un « établissement public administratif » avec une personnalité juridique de droit public, une existence administrative et financière distincte de la commune. Il est géré par un conseil d'administration qui détermine les orientations et les priorités de la politique sociale locale.

Le CCAS anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune en liaison avec les institutions publiques et privées. Il est de ce fait l'institution locale de l'action sociale par excellence. A ce titre, il développe différentes activités et missions légales ou facultatives, directement orientées vers les populations concernées.

Contenu du Rapport d'Orientations Budgétaires

Jusqu'à présent, dans les CCAS des communes de plus de 3 500 habitants, il était obligatoire d'organiser un débat d'orientations budgétaires dans les deux mois précédant le vote du budget. La convocation devait comporter une note explicative permettant d'éclairer les administrateurs sur les grands équilibres budgétaires préalablement à ce débat et au vote du budget. Toutefois, la législation ne précisait pas la forme que devait revêtir cette note de synthèse, une grande liberté était donc laissée à l'exécutif et aux services de la collectivité. En outre, aucune délibération n'était exigée pour prendre acte du débat d'orientations budgétaires.

L'article 107 de la loi NOTRe (loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République) est venu étoffer les dispositions relatives au débat d'orientations budgétaires des communes en accentuant l'information aux conseillers municipaux. L'article L.2312-1 du CGCT modifié par la loi concerne les CCAS puisque cet article précise que « les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus ».

Désormais, dans les CCAS des communes de plus de 3 500 habitants, le débat d'orientations budgétaires (DOB) doit s'appuyer sur un rapport d'orientations budgétaires (ROB) qui sera porté à la connaissance des administrateurs dans les deux mois précédant le vote du budget.

L'article L.2312-1 du CGCT précise que le ROB doit porter sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Il est à noter que désormais le débat ne devra pas seulement avoir lieu, il devra en outre être pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

II – CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL

a - Au niveau départemental

Le département de l'Hérault est situé au sud de la France et fait partie de la région Occitanie. Il est limitrophe des départements de l'Aude au sud-ouest, du Tarn et de l'Aveyron au nord-ouest et du Gard au nord-est, et est bordé par la Méditerranée au sud.

Tableau - Population par tranches d'âges

	2011	%	2016	%
Ensemble	1 062 036	100,0	1 132 481	100,0
0 à 14 ans	180 928	17,0	190 287	16,8
15 à 29 ans	206 061	19,4	214 883	19,0
30 à 44 ans	203 408	19,2	207 970	18,4
45 à 59 ans	204 717	19,3	214 840	19,0
60 à 74 ans	165 014	15,5	193 960	17,1
75 ans ou plus	101 908	9,6	110 542	9,8

Sources : Insee, RP2011 et RP2016, exploitations principales, géographie au 01/01/2019.

D'après les dernières informations statistiques de l'INSEE concernant le département de l'Hérault, on peut constater une augmentation d'environ 70 500 habitants (soit environ 6%) sur une période de 5 ans.

En 2020, les derniers chiffres de l'INSEE relatent une estimation de population dans l'Hérault de 1 176 145 habitants, ce qui vient confirmer l'augmentation de la population et l'attractivité du Département.

b - Au niveau local

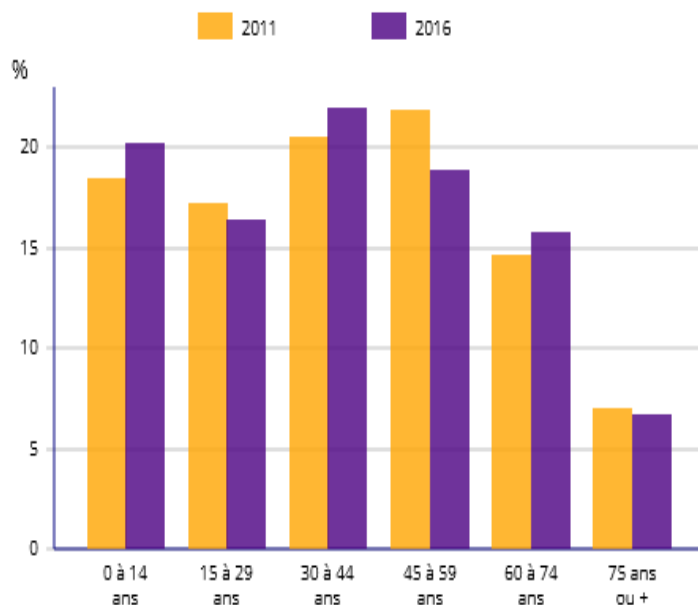
Idéalement située en zone péri-urbaine, à 12km de Montpellier, Baillargues est la 2ème commune la plus importante du canton du Crès avec plus de 7000 habitants. Elle est située au carrefour des principaux axes de transports (A9, RN 113, lignes TGV et TER...).

D'après le dernier recensement effectué en janvier 2020, on comptabilise une population totale au 1er janvier de 7856 habitants.

Les chiffres ci-dessous mettent en lumière l'évolution de la population entre 2011 et 2016 de manière plus précise.

Population par tranches d'âges Sources : Insee, RP2011 et RP2016, exploitations principales, géographie au 01/01/2019				
	2011	%	2016	%
0 à 14 ans	1 159	18,5	1 498	20,2
15 à 29 ans	1 083	17,3	1 215	16,4
30 à 44 ans	1 291	20,6	1 635	22,0
45 à 59 ans	1 368	21,9	1 402	18,9
60 à 74 ans	918	14,7	1 171	15,8
75 ans ou +	436	7,0	500	6,7
Total	6255	100	7421	100

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Population par sexe et âge en 2016 Sources : Insee, RP2016, exploitation principale, géographie au 01/01/2019				
	Hommes	%	Femmes	%
0 à 14 ans	797	22,0	702	18,5
15 à 29 ans	622	17,1	593	15,6
30 à 44 ans	780	21,5	855	22,5
45 à 59 ans	672	18,5	730	19,2
60 à 74 ans	548	15,1	624	16,5
75 à 89 ans	199	5,5	234	6,2
90 ans ou plus	13	0,3	55	1,4
0 à 19 ans	1 042	28,7	894	23,6
20 à 64 ans	2 042	56,2	2 229	58,8
65 ans ou plus	547	15,1	668	17,6
Total	3 630	100,00	3 791	100,00

De plus, le tableau ci-dessous met en avant également une répartition homogène entre hommes et femmes sur le territoire baillarguais et que la majorité de population se situe entre 20 et 64 ans.

Tableau des ménages selon leur composition Sources : Insee, RP2011 et RP2016, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2019.						
	Nombre de ménages				Population des ménages	
	2011	%	2016	%	2011	2016
Ménages d'une personne	514	21,2	773	25,5	514	773
Hommes seuls	245	10,1	354	11,7	245	354
Femmes seules	270	11,1	419	13,8	271	419
Ménages avec famille(s)	1 861	76,8	2 168	71,5	5 479	6 321
Couple sans enfant	741	30,5	847	28,0	1 525	1 735
Couple avec enfant(s)	852	35,2	989	32,6	3 257	3 756
Famille monoparentale	268	11,1	332	10,9	697	830
Autres ménages	49	2,0	89	3	110	249
Total	2 424	100,0	3 030	100,0	6 103	7 343

On peut constater que ce sont les couples avec et/ou sans enfant(s) qui représente la part la plus importante de la population (environ 60%), suivis d'hommes et de femmes seules (22% environ) et des familles monoparentales (environ 11%).

Tableau des revenus par ménages Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal en géographie au 01/01/2019		
	Hérault	Baillargues
Nombre de ménages fiscaux en 2016	493 150	4 123
Part des ménages fiscaux imposés en 2016, en %	46,3	56,1
Médiane du revenu disponible par unité de consommation en 2016, en euros	19 575	22 388
Taux de pauvreté en 2016, en %	19,2	10,2

Un territoire mutualisé

Le schéma de mutualisation de la métropole et de ses 31 communes a été adopté par délibération du 13 décembre 2015 à l'issue d'avis unanimement favorables des communes. Le schéma prévoit :

- Le déploiement progressif d'une coopérative de service à destination des communes
- Une démarche de rapprochement entre les services de la Ville et de la Métropole.

Les 2 démarches sont en interaction, la seconde étant au service de la première dans son aspect organisationnel.

Sur la période 2014-2020, le schéma de mutualisation est conçu comme un espace de projets au sein du bloc communal permettant aux communes volontaires, à la Ville de Montpellier et la Métropole de partager de l'expertise, des compétences et des moyens dans le respect du Pacte de confiance et des souverainetés communales.

La création de la Métropole de Montpellier met en avant 4 enjeux majeurs :

- > **Valoriser les espaces agro-naturels, maintenir leur biodiversité exceptionnelle et développer l'agroécologie**
- > **Adapter le territoire aux risques face aux changements climatiques**
- > **Prendre en compte la dynamique démographique en maîtrisant le développement des villes et villages**
- > **Consolider le développement économique**

La ville de Baillargues s'inscrit dans le territoire de Montpellier Méditerranée métropole avec les 31 communes qui la compose. Sa capitale régionale, Montpellier, compte 282 143 habitants. Sa croissance démographique est la plus élevée de France et 50% de sa population à moins de 34 ans. Chaque mois, elle accueille plus de 300 nouveaux arrivants.

La dynamique vaut tout autant pour Montpellier Méditerranée Métropole : 457 839 habitants y résident et c'est par la mise en commun d'un certain nombre de ses équipements, dans des domaines de compétence aussi divers que la culture, l'économie, l'environnement ou les transports, que la Métropole anime l'ensemble de ce territoire. Et rassemble ceux qui y vivent.

La Ville de Baillargues a souhaité intégrer et participer à ce projet de mutualisation afin de répondre et garantir un service public encore plus efficient et optimisé pour les habitants de la commune, tout en préservant l'identité forte de la ville avec le maintien de certaines compétences en interne.

II – L'AIDE SOCIALE

a – Le RSA, minima social jauge de la précarité sur la commune de Baillargues

La mise en place du revenu de solidarité active (RSA) s'est accompagnée d'une redéfinition de l'accompagnement des bénéficiaires, avec notamment l'application d'une logique de droits et devoirs.

Depuis le 1^{er} juin 2009, l'orientation des personnes soumises aux droits et devoirs s'appuie sur un recueil de données dites « socioprofessionnelles », dont l'analyse permet de mieux comprendre les freins potentiels à leur recherche d'emploi. Ainsi, en fonction du parcours d'insertion de la personne et des freins éventuels, le demandeur sera soumis au fait de s'inscrire dans un accompagnement social et/ou professionnel par la contractualisation d'objectifs d'insertion.

Nombre de personnes bénéficiaires sur la commune de Baillargues

	Nombre de foyers	Nombre de bénéficiaires
Droits ouverts et versables	91	101
Suspendus	50	55
Total	141	159

Soumission à droits et devoirs	Nombre	%
Non soumis à droit et devoir	60	38.46%
Soumis à droit et devoir	96	61.54%
Total	156	100.00%

61.54% des bénéficiaires du RSA sont soumis à droits et devoirs sur la commune.

Cela signifie que le bénéficiaire du RSA a droit de percevoir une allocation, mais il a également le droit à un accompagnement pour l'aider à régler des difficultés sociales et améliorer son insertion professionnelle.

En contrepartie, le bénéficiaire du RSA s'engage à rechercher un emploi, entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle.

Pour exemple, les personnes de + de 60 ans, bénéficiaires du RSA, qui n'ouvrent pas encore de droits à la retraite ne sont pas soumises aux droits et devoirs.

Répartition des personnes bénéficiaires

Par classes d'âge

Classe d'âge	Nombre	%
]18-25]	8	5.13%
]25-35]	72	46.15%
]35-45]	39	25.00%
]45-55]	26	16.67%
]55-65]	11	7.05%
Somme	156	100%

Par composition familiale

Composition familiale	Nombre	%
Couple(s) avec enfants	5	3.18%
Couple(s) sans enfants	25	15.92%
Femme(s) avec enfants	13	8.28%
Femme(s) sans enfants	59	37.58%
Homme(s) sans enfants	54	34.39%
Non renseigné	1	0.64%
Somme	157	100.00%

Les chiffres énoncés ci-dessus sont le reflet des personnes bénéficiaires du RSA sur l'ensemble de la commune.

On peut constater qu'il y a une forte majorité des allocataires qui se situent dans la tranche d'âge des 25-35 ans, on peut émettre l'hypothèse que le rallongement de la durée d'études et la difficulté à trouver un emploi stable dans la région peut amener certains bénéficiaires à être allocataires du RSA sur une période transitoire.

Cette hypothèse peut se confirmer avec la baisse du nombre d'allocataires sur la tranche d'âges supérieure.

De plus, on constate également que ce sont majoritairement les personnes seules (hommes et/ou femmes) qui représentent la majorité des personnes allocataires avec un total de 113 bénéficiaires sur 157, soit environ 72% des allocataires.

Par civilité

Composition familiale	Nombre	%
Femme	87	55.77%
Homme	69	44.23%
Somme	156	100.00%

Concernant la civilité des allocataires, on note une légère supériorité dans le nombre de femmes vis-à-vis du nombre d'hommes.

L'accompagnement des personnes isolées et/ou couples sans enfant(s) mineur(s) à charge dans le cadre du RSA

Rappel : Cet accompagnement revient au CCAS, tandis que le Service Territorial des Solidarités accompagne les personnes isolées et les couples avec enfant(s) mineur(s) à charge. Il concerne plus précisément des publics éloignés de l'emploi.

Par ailleurs, certains bénéficiaires soumis à droits et devoirs, mais qui relèvent d'un public moins éloigné de l'emploi avec moins de freins identifiés, sont suivis dans le cadre d'un contrat d'engagement réciproque par Pôle Emploi.

Contrats RSA au 31.12.2019

Nom/Raison sociale	Nombre de bénéficiaires – droit ouvert	Nombre de bénéficiaires suspendus	Total
CCAS BAILLARGUES	16	2	18

Répartition des personnes bénéficiaires

Par classe d'âge

Classe d'âge	Nombre	%
]18-25]	1	5.56%
]25-35]	8	44.44%
]35-45]	3	16.67%
]45-55]	5	27.78%
]55-65]	1	5.56%
Somme	18	100%

Par composition familiale

Composition familiale	Nombre	%
Couple sans enfants	2	11.11%
Femme sans enfants	5	27.78%
Homme sans enfants	11	61.11%
Somme	18	100.00%

Par civilité

Civilité	Nombre	%
Femmes	6	33.33%
Hommes	12	66.67%
Somme	18	100.00%

La tendance sur l'ensemble du territoire des personnes âgées de 25 à 35 ans tend à se confirmer par le nombre d'allocataires accompagnés par le CCAS dans cette tranche d'âge, correspondant à 44% des personnes accompagnées.

b - L'aide sociale légale

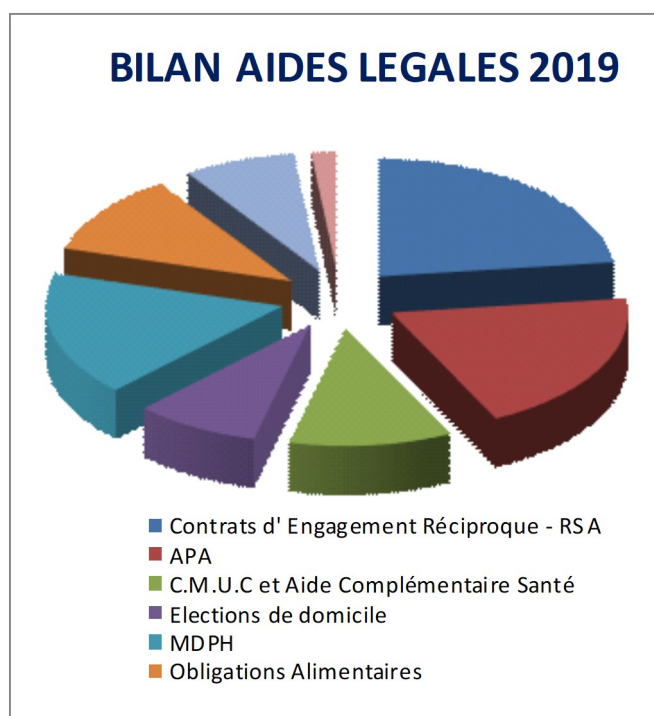
L'aide sociale se définit comme l'ensemble des prestations constituant une obligation à la charge des collectivités publiques, notamment du Département, destiné à faire face à un état de besoin pour des personnes dans l'impossibilité d'y pourvoir. On distingue l'aide sociale légale de l'aide sociale « extra-légale ou facultative ».

Les prestations d'aides sociales légales ont un caractère subsidiaire ; cela signifie qu'elles n'interviennent qu'après épuisement de tous les moyens de recours aux ressources personnelles, à la solidarité familiale et aux divers régimes de protection sociale existants (Sécurité Sociale, Caisse d'Assurance Vieillesse, etc.) ; ce principe est appliqué sauf dispositions législatives ou réglementaires.

Les sommes versées au titre de l'aide sociale sont, sauf dispositions contraires, des avances récupérables ; dès lors, le Département peut exercer divers recours en récupération dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

L'admission à l'aide sociale légale est basée sur un caractère temporaire ; elle est soumise à révision en cas de changement de la situation du bénéficiaire. Elle revêt également un caractère personnel et obligatoire incessible et insaisissable ; elle est accordée en fonction des besoins et de la situation personnelle du demandeur.

Type de dossiers	2018	2019
Contrats d'Engagement Réciproque - RSA	30	27
APA	42	23
Complémentaire Santé Solidaire	15	13
Elections de domicile	8	10
MDPH	14	20
Obligations alimentaires	24	13
Placements (foyers, maison de retraite)	5	9
Aide-ménagère	2	2
Total	140	117



La baisse du nombre d'aides sociales en 2019 peut, en partie, s'expliquer par la mise en place d'une nouvelle réglementation au 1^{er} janvier 2019 au sein du département de l'Hérault, qui ne prend plus en compte la situation et les revenus des petits enfants pour l'aide sociale légale.

Aussi, cette réglementation vient faire diminuer le nombre de personnes convoquées par le CCAS dans le cadre de l'aide sociale légale.

c - L'aide sociale facultative

Contrairement à l'aide sociale légale, l'aide sociale facultative n'a pas de caractère obligatoire et relève de la volonté du CCAS. Il s'agit d'aides qui peuvent venir en complément de l'aide sociale légale et qui dépendent de la politique sociale développée par la commune.

Pour mener à bien sa mission de prévention, l'un des leviers d'intervention stratégique du CCAS réside dans l'attribution d'aides sociales facultatives, qu'elles soient remboursables ou non.

Ces aides, délivrées historiquement par les CCAS, sont souvent une réponse à l'urgence de personnes en situation de grande précarité, qui ne peuvent solliciter les dispositifs de droits communs. Elles peuvent également être un outil d'insertion dans le parcours de celles-ci.

L'aide sociale facultative est à l'image de la diversité des territoires et des besoins sociaux rencontrés. Elle souligne l'indispensable souplesse et réactivité des CCAS au quotidien.

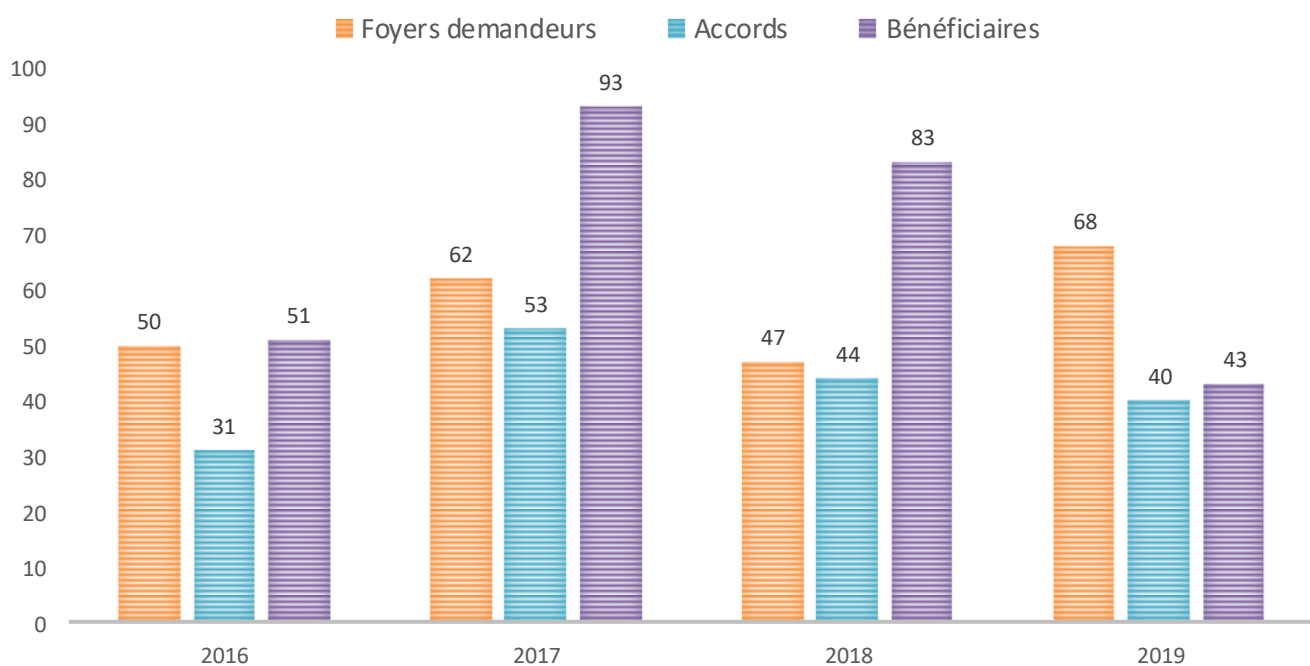
Types de demandes	Nombre de foyers demandeurs				Nombre d'accords				Nombre de bénéficiaires			
	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019
Colis alimentaires	15	32	31	32	13	30	30	22	24	70	64	38
Service jeunesse/cantine	7	12	10	3	5	11	6	2	7	11	10	4
Classes vertes	13	9	3	16	12	9	3	16	15	9	3	17
Aides exceptionnelles	2	3	5	0	1	3	5	0	5	3	6	0
Total	37	56	49	51	31	53	44	40	51	93	83	59

D'après les chiffres ci-dessus, on peut constater que le nombre de foyers demandeurs est en nette progression depuis 2015, passant de 37 à 51 demandes en 4 ans.

Par voie de conséquence, le nombre d'accords est lui aussi en augmentation, même si les chiffres font apparaître un nombre de refus un peu supérieur aux années précédentes (11 refus en 2019, 5 en 2018).

Pour autant, on constate une diminution du nombre de bénéficiaires, qui peut notamment s'expliquer, par des typologies familiales différentes dans les demandeurs.

EVOLUTION DES AIDES SOCIALES FACULTATIVES ENTRE 2016 ET 2019



En collaboration avec la Métropole de Montpellier, le CCAS accompagne les habitants du territoire dans la mise en place du service de téléalarme (instruction, mise en lien et envoi de la demande).

Statistiques Téléalarme 2019 des abonnés au service de la Métropole

Abonnés recensés au 1 ^{er} janvier	28
Nouveaux abonnés en cours d'année	4
Résiliations en cours d'année	-11
Abonnés recensés au 31 décembre	21

III - LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DU CCAS EN 2020

a - Les informations relatives à la structure des effectifs

L'évolution des effectifs du CCAS est restée constante entre 2018 et 2019. Les entrées et sorties d'effectifs ont permis de maintenir une masse salariale stable.

	2018	2019
Masse salariale	108 916,27 euros	106 968,64 euros

En précision, la masse salariale de 2019 comprend les activités accessoires prises en charge par le CCAS : le paiement des prestataires dans le cadre du dispositif YAPADAJ mais également la rémunération de la Directrice Générale Adjointe, dans le cadre de la charge de travail inhérente aux missions liées au CCAS.

Effectif du CCAS de Baillargues au 31/12/2019 :

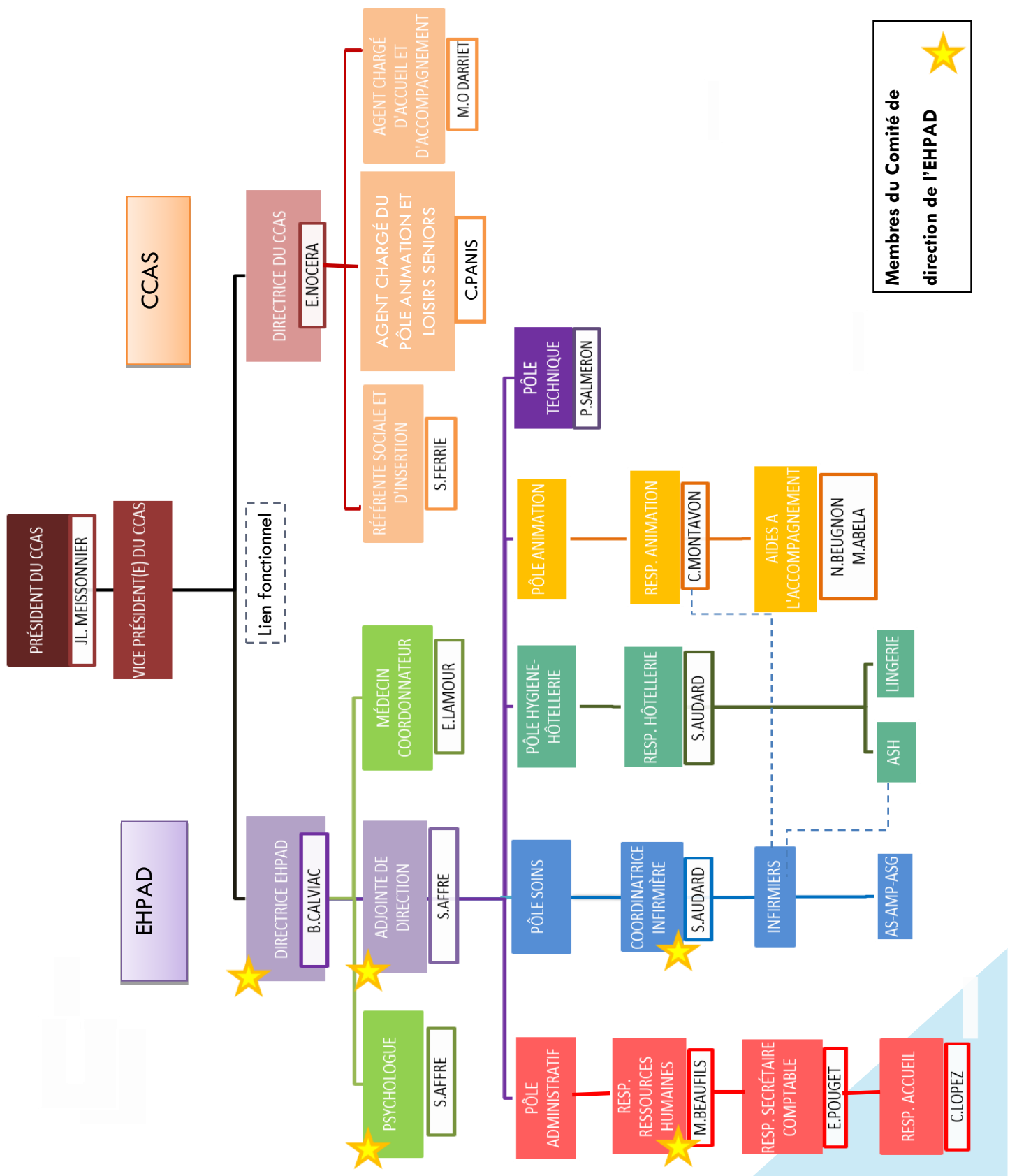
Libellé	Contractuel	Titulaire	Permanent	Taux d'emploi	Catégorie
Adjoint administratif principal 2ème classe		1	1	0.80	C
Adjoint technique		1	1	0.80	C
Adjoint d'animation principal 1ère classe (mise à disposition de l'EHPAD)		1	1	1.00	C
Adjoint administratif de 2ème classe - à partir du 01.09.2019	1			1.00	C
	1	3	3	3.6	

Au vu des besoins du service, le recrutement au 1^{er} mars d'une nouvelle Directrice a été effectué et porte donc l'effectif à :

Libellé	Titulaire	Permanent	Taux d'emploi	Catégorie
Adjoint administratif principal 2ème classe	1	1	0.80	C
Adjoint technique	1	1	0.80	C
Adjoint d'animation principal 1ère classe (mise à disposition de l'EHPAD)	1	1	1	C
Assistant socioéducatif de 2ème classe	1	1	1	A
	4	4	3.6	

Depuis 2017, dans le cadre de la continuité des actions mises en place dans le dispositif YAPADAJ, un agent municipal a été mise à disposition afin d'exercer les fonctions d'agent chargé du pôle animation et loisirs pour les seniors et de mettre en œuvre la politique municipale d'animation, de vie sociale, et de loisirs pour la population âgée de Baillargues.

CCAS & EHPAD : une équipe au service de l'action médico-sociale



b - Le budget principal du CCAS

Le budget du CCAS est un budget qui répond aux mêmes exigences d'équilibre que le budget de la commune (budget en nomenclature M14). Bien qu'ayant un budget distinct de celui de la commune, le CCAS est étroitement lié aux décisions et orientations budgétaires de cette dernière car afin d'assurer ses missions, et comme le prévoit la réglementation, la commune attribue au CCAS une subvention d'équilibre annuelle qui est la recette la plus importante de son budget.

Evolution des recettes et des dépenses de fonctionnement

DEPENSES REELLES	BP 2019	CA 2019	PREVI- SIONS 2020	Evolution CA19/ BP20
Charges à caractère général (011)	188 360€	159 897€	79 873€	-50%
Charges de personnel (012)	170 750€	145 704€	209 200€	+43%
Autres charges de gestion courantes (65)	3 500€	2 388€	5 600€	+135%
Charges financières (66)	3 500€	3 316€	3 325€	+0,30%
Dotations aux amortissements (042-68)	890€	889€	4 927€	+454%
TOTAL	367 000€	312 194€	302 925€	-3%

RECETTES REELLES	BP 2019	CA 2019	PREVI- SIONS BP 2020	Evolution CA19/ BP20
Atténuations de charges (013)	18 000€	18 396€		-100%
Produits des services (70)	7 500€	5 205€	2 300€	-56%
Dotations et participations (74)	300 000€	300 000€	293 123€	-2%
Autres produits de gestion courante (75)	41 500€	41 345€	5 000€	-88%
Produits exceptionnels & financiers (77 & 76)	0	372€	2€	-94%
Excédent de fonctionnement (002)				
TOTAL	367 000€	365 417€	302 925€	-17%

L'élaboration du budget 2020 s'inscrit dans le contexte particulier de la crise sanitaire du coronavirus. Le budget de fonctionnement se trouve alors impacté d'environ 3% en dépenses et 17% en recettes. Ceci est dû principalement aux activités à destination des seniors dans le cadre du dispositif YAPADAJ qui ont dû être annulé, le chapitre des charges générales enregistre une baisse de 50%.

Les charges de personnels enregistrent une augmentation de 43%. En effet, afin de renforcer ses actions en faveur des personnes fragiles, une directrice ayant le diplôme de travailleur social a été recrutée dès le mois de mars 2020 à temps complet. En outre, deux agents avaient intégré le service en septembre 2019 afin de proposer de nouveaux services comme l'aide numérique et l'aide aux courses. Leur masse salariale est donc impactée sur l'année entière en 2020.

La hausse des autres charges de gestion courante s'explique :

- par un changement d'imputation demandé par le comptable public. Il s'agit de la participation à la banque alimentaire qui était jusqu'à présent payée sur le chapitre 011, charges à caractère général, et qui sera désormais payée au chapitre 65 en tant que subvention à une association.
- par les crédits nécessaires à l'aide au portage des repas créée dans le courant de l'année 2019 suite au changement de fonctionnement du service.

Les charges financières sont stables et concernent le remboursement des intérêts des emprunts nécessaires à la reconstruction de l'EHPAD.

En ce qui concerne les recettes, la subvention d'équilibre versée par la ville est la principale ressource de ce budget. Les cotisations des adhérents au dispositif YAPADAJ sont en nette diminution cette année à cause de l'annulation des activités du fait de la crise sanitaire.

Une subvention de 2500€ a été versée par la Conférence des Financeurs de la Prévention et de la Perte d'Autonomie pour la mise en place de la chorale YAPADAJ.

L'investissement

Le marché de reconstruction de l'EHPAD est en cours. Toutes les dépenses vont être réalisées sur le budget principal et seront financées par l'emprunt et des subventions du Conseil Départemental de l'Hérault et la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie.

Une fois les travaux terminés, l'actif et le passif seront transférés sur le budget de l'EHPAD, qui remboursera directement les emprunts réalisés.

Les subventions

Ce projet de reconstruction de l'EHPAD a obtenu le soutien du Conseil Départemental pour 1 050 273€ et le soutien de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie pour 793 133€.

Ces subventions seront versées au fur et à mesure de la réalisation des travaux.

La dette

Un prêt à court terme pour le préfinancement des études et travaux préparatoires au projet a été contracté en 2018 pour 545 000€. Le montant des intérêts pour 2020 s'élève à 3 325€. Le capital sera remboursé in fine, en 2020.

Deux nouveaux prêts ont été contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations qui a donné en février son accord de financement pour un prêt PLS et un prêt complémentaire appelé PHARE pour un montant de 5 542 758€. Le remboursement des annuités débutera en 2021.

c - Le budget relatif à l'EHPAD

La campagne budgétaire pour l'exercice 2020 se déroule dans une période de crise sanitaire majeure. Par conséquent, les mesures prises pour faire face à cette crise sont exceptionnelles, elles demandent l'approbation et la compréhension des autorités de tarification. Des crédits non reconductibles seront demandés en fonction de l'intensité et de la durée de cette épidémie.

La protection sécuritaire et l'accompagnement psychologique de nos personnes confinées imposent une réorganisation totale de nos services. Notre Plan de Continuité d'Activité a été revu par notre cellule de crise et adapté en fonction de ces critères. L'augmentation des charges matérielles et des charges du personnel ne pourra être que conséquente.

Les produits et charges d'exploitation de 2020 :

Les services du département ont fait parvenir la tarification hébergement et dépendance :

- En hébergement, la progression liée à l'application du taux d'évolution du département ne permet pas à l'établissement de disposer de recettes suffisantes pour couvrir le niveau de dépense découlant d'une simple reconduction des charges (+0.5%) atteint en 2019, compte tenu d'un tableau des effectifs reconduit avec un poste d'agent de service supplémentaire.
- En dépendance, le forfait est amputé de 26 624 €, là encore le niveau de dépenses de l'exercice précédent ne pourra pas être atteint. Comme pour l'hébergement le niveau de dépense est reconduit à hauteur de +0.5% et le tableau des effectifs n'est pas modifié.
- En soins, pour lequel la tarification n'a pas encore été publiée, l'établissement bénéficiera pour l'avant dernière année de la convergence tarifaire, soit, au final un peu plus de 55 000 € de plus qu'en 2019. Les charges courantes sont revalorisées à hauteur de +0.5% et le tableau des effectifs de +0.2 ETP d'AS.

Avec une simple reconduction des moyens, sans modification substantielle du tableau des effectifs (+1.2) poste d'agents de service et d'aide-soignant), l'équilibre budgétaire strict n'est pas atteint.

On constate :

- Un déficit prévisionnel en hébergement à hauteur de 44 776.21 €.
- Un excédent prévisionnel cumulé des sections dépendance et soins de 6 756.80 €.

Soit un déficit prévisionnel de 38 019.42 € qu'il est proposé de compenser par une affectation du résultat de 2019 (167 846.82 €) à des mesures d'exploitation non reconductibles. Il est à noter que ce résultat positif n'a été obtenu que grâce à une reprise sur provision.

Cette affectation permettra d'une part de faire face au déficit prévisionnel de la section d'hébergement, il permettra également de couvrir une partie des charges supplémentaires liées à la pandémie que le monde connaît en ce début d'année.

L'équilibre réel :

Il n'est pas atteint du fait du déficit prévisionnel (le montant de la Capacité d'Auto Financement prévisionnelle ne couvre pas le montant du remboursement de la dette en capital). Néanmoins, si l'on considère l'affectation du résultat de 2019 à des mesures non reconductibles, il est largement dépassé.

Le Tableau de Financement Prévisionnel :

Il est prévu à l'identique du Plan Pluriannuel d'Investissement dans la mesure où la CAF est faible, on constate un prélèvement sur fonds de roulement à hauteur de 71 630€.

Le bilan financier :

Il montre un FRI stable, d'un bon niveau. Le FRE subit deux tendances contradictoires : une diminution du fait de la reprise sur provision et un résultat excédentaire, ayant la même origine.

De ce fait, le Fond de Roulement Net Global connaît une quasi stabilité et se trouve à un excellent niveau (227 jours d'exploitation).

NB : Le fonds de roulement correspond à la somme dont dispose l'entreprise pour payer ses fournisseurs, ses employés, et l'ensemble de ses charges de fonctionnement, en attendant ses encaissements clients.

On constate un excédent de financement d'exploitation qui conforte les résultats constatés sur le fonds de roulement.

De ce fait, la trésorerie est à un niveau de 1 654 240€, soit 244 jours d'exploitation.

Cette analyse montre que l'affectation du résultat de 2019 permettra à l'établissement de faire face aux difficultés exceptionnelles qu'il rencontre en ce début d'année, sans toutefois mettre en péril les équilibres financiers.

Le Plan Global de Financement Pluriannuel (PGFP) :

Il est calculé avec une progression des charges courantes à hauteur de 0.5%, des charges de personnel à hauteur de 1.2% et des charges liées à la reconstruction au niveau approuvé dans le PPI.

Concernant les produits :

- Les produits de soins progressent à hauteur de la convergence tarifaire, puis de 0.8% annuellement.
- Les produits de dépendance progressent à hauteur de 0.5% par an.
- Les produits d'hébergement progressent, comme le prévoit le PPI de 12 € la première année (2021), puis de 0.5%.
- Il existe une quote-part de subvention à hauteur de 52 668 € par an.

Au final, sur la période couverte par le PGFP :

- On constate en 2021 un déficit prévisionnel qui est lié à la sortie des biens (immeuble actuel) du bilan.
- On constate par la suite deux excédents (2022 et 2023) qui compensent les déficits suivants.

Le tableau de financement :

Il est équilibré, si l'on excepte la première année (2021) où l'on constate un déficit en trésorerie lié à l'encaissement tardif du FCTVA.

IV - LES ORIENTATIONS POLITIQUES SUR LE NOUVEAU MANDAT

Le CCAS, par l'intermédiaire de son Président, a choisi de mettre en avant 3 objectifs majeurs de développement concernant l'action sociale :

- **Développer l'offre de services en direction des personnes âgées sur la commune**
- **Faire perdurer les liens, le partage d'expériences et continuer à œuvrer pour la lutte contre l'isolement**
- **Accompagner les administrés dans leur parcours de vie de la petite enfance, en passant par l'adolescence, jusqu'à l'âge adulte en favorisant le bien vieillir sur la commune**

Chacun de ses objectifs sera, par la suite, décliné avec des enjeux répondant à ses objectifs.

ENJEUX REpondant AUX 3 OBJECTIFS :

- Favoriser une dynamique de « vivre ensemble et du bien vieillir » sur la commune, avec les développement des échanges d'expériences, les actions intergénérationnelles en s'appuyant sur la notion de solidarité.
- Soutenir et travailler avec un réseau actif de partenaires (institutionnels, associatifs et caritatifs) pour mettre en œuvre un accompagnement constructif et adapté aux besoins des administrés
- Susciter, initier et soutenir toute forme de solidarité locale et de voisinage
- Impulser une logique de développement durable et de lien social en privilégiant les modes de déplacements doux (covoiturages, vélo, poussette, marche, trottinettes etc).
- Encourager les rencontres et la solidarité entre les générations afin de permettre la transmission de connaissances et de savoir-faire des anciens vers les jeunes, notamment en travaillant en étroite collaboration avec l'EHPAD
- Apporter des réponses à chaque étape de la vie en améliorant l'accès aux divers droits fondamentaux pour la population baillarguoise : logement, emploi, santé...
- Développer et communiquer sur les permanences ouvrant droit au conseil, à l'information sur des sujets divers (droits, santé, finances, logement...).
- Accompagner les personnes ayant des difficultés liées au handicap et informer sur les prestations existantes pour améliorer leur quotidien
- Mettre en place des actions de sensibilisation auprès de publics de tous âges en collaboration avec les différents services municipaux afin de pouvoir garantir une mutualisation des compétences et une volonté de transversalité
- Approfondir les différents axes de réflexion sur le parcours résidentiel de la personne âgée (projet nouvel EHPAD, et axes de travail sur les possibles pour l'ancien)
- Mettre en avant une politique en direction de la jeunesse afin d'accompagner ce public dans certaines étapes de vie et de pouvoir leur amener les outils et moyens nécessaires au développement de leur potentialité
- Professionnaliser l'équipe du CCAS et mettre en place des outils progressifs au bénéfice du service public afin d'élargir la vision de l'action sociale

La déclinaison de ces enjeux passera par la mise en place d'actions sur le territoire.